

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

18 novembre 2020

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

**concernant l'établissement de relations  
diplomatiques avec la République d'Artsakh**

(déposée par M. Peter De Roover)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 november 2020

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**betreffende het aanknopen van diplomatieke  
relaties met de Republiek Artsakh**

(ingediend door de heer Peter De Roover)

---

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La République d'Artsakh est un État indépendant du Caucase du Sud, quoiqu'il ne soit pas reconnu. Cette république contrôle la majeure partie du territoire de l'ancien oblast autonome du Haut-Karabagh de l'Union soviétique ainsi que quelques districts environnants. La région constitue depuis toujours une source de conflit entre les républiques voisines d'Arménie et d'Azerbaïdjan, qui revendiquent toutes deux le territoire. Le paysage porte ainsi les stigmates des guerres sanglantes dont il a été le théâtre jusqu'en 1994 et qui ont repris à partir de 2020.

Au cours de l'histoire récente, la région faisait partie de l'Empire russe tsariste, bien qu'elle possède de profondes racines historiques dans les proto-États arméniens. Faisant partie de l'éphémère République transcaucasienne annexée en 1919-1920 par l'Union soviétique, elle a ensuite été cédée par celle-ci à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan à partir de 1921 pour des raisons stratégiques, en tant qu'"Oblast autonome du Haut-Karabagh", et ce, en dépit du fait que la région était principalement peuplée d'Arméniens.

Cela ne posa aucun problème tant que l'Arménie et l'Azerbaïdjan faisaient toutes deux partie de l'empire soviétique athée, qui étouffait au maximum les différences ethniques et religieuses et qui dirigeait lui-même la région. La *glasnost* et l'affaiblissement de l'administration centralisée de Moscou ont eu pour effet que les différences se sont à nouveau accentuées et que la situation s'est envenimée à plusieurs reprises dans la région, en raison d'une politique d'azérisation menée depuis Bakou.

En 1988, les tensions ethniques et culturelles au Haut-Karabagh ont dégénéré en un conflit armé avec l'autorité centrale de Moscou. En 1989, une demande d'unification avec la république soviétique d'Arménie a découlé d'un vote au parlement de l'oblast autonome du Haut-Karabagh. Cette demande a été refusée par l'Union soviétique.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, tant l'Arménie que l'Azerbaïdjan ont recouvré leur indépendance, respectivement en 1990 et 1991. L'Azerbaïdjan a alors également revendiqué le territoire de l'oblast autonome comme partie de son propre territoire souverain, si bien que jusqu'à présent, les Nations unies ainsi que d'autres institutions internationales et régionales incluent officiellement le Haut-Karabagh au territoire azerbaïdjanais. Toutefois, trois jours à peine après la proclamation de

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De Republiek Artsakh is een onafhankelijke, doch niet erkende staat in de Zuidelijke Kaukasus. De republiek controleert het grootste deel van het territorium van de voormalige autonome oblast Nagorno-Karabach van de Sovjet-Unie, alsook enkele van de omliggende districten. Het gebied vormt al jaar en dag een bron van conflict tussen de omliggende republieken Armenië en Azerbeïdzjan, die beide aanspraak maken op het territorium. Bijgevolg is het landschap getekend door de bloedige oorlogen die er werden uitgevochten tot 1994 en vanaf 2020.

In de recente geschiedenis maakte het gebied deel uit van het tsaristische Russische rijk, hoewel het diepe historische wortels heeft in Armeense proto-staten. Als onderdeel van de Sovjet-overname van de kortstondige Transkaukazische Republiek in 1919-1920 werd het vanaf 1921 om strategische redenen door de Sovjet-Unie toegewezen aan de Azerbeïdzjaanse Socialistische Sovjetrepubliek, als 'de Autonome Oblast Nagorno-Karabach'. Dit gebeurde ondanks het feit dat het gebied overwegend door Armeniërs werd bevolkt.

Dit vormde geen probleem zolang zowel Armenië als Azerbeïdzjan deel uitmaakten van het atheïstische Sovjetrijk, dat de etnische en religieuze verschillen maximaal onderdrukte en de regio zelf aanstuurde. Met *glasnost* en het verzwakken van het centrale bestuur uit Moskou werden de verschillen terug geaccentueerd en kwam het herhaaldelijk tot een treffen in de regio, door een Azerificatiebeleid dat vanuit Bakoe werd gevoerd.

In 1988 escaleerden de etnische en culturele spanningen in Nagorno-Karabach tot een gewapend conflict met het centrale gezag in Moskou. In 1989 volgde een verzoek tot eenmaking met de Armeense Sovjetrepubliek na een stemming in het parlement van de autonome oblast Nagorno-Karabach. Dat verzoek werd door de Sovjet-Unie geweigerd.

Na het uiteenvallen van de Sovjet-Unie herwonnen zowel Armenië in 1990 als Azerbeïdzjan in 1991 hun onafhankelijkheid. Azerbeïdzjan claimde hierbij ook het territorium van de autonome oblast als onderdeel van haar eigen soevereine grondgebied, wat er tot op heden aanleiding toe geeft dat de Verenigde Naties, alsook andere internationale en regionale instellingen, Nagorno-Karabach officieel tot het grondgebied van Azerbeïdzjan rekenen. Maar amper drie dagen na de

la souveraineté azerbaïdjanaise, le parlement du Haut-Karabagh s'est déclaré indépendant le 2 septembre 1991 et s'est autoproclamé république indépendante.

Une guerre d'indépendance sévissant entre 1992 et 1994, qui a fait au moins 20 000 morts et déplacé plus d'un million de civils, allait se solder, avec l'aide militaire arménienne, par une défaite de l'Azerbaïdjan, avec une perte de 20 % du territoire. La République d'Azerbaïdjan en a gardé un traumatisme national non résolu, qui, même après le cessez-le-feu du 12 mai 1994, tel un poison insidieux, a empêché la conclusion d'un accord de paix durable ou l'établissement de relations saines entre les trois pays.

Un fragile cessez-le-feu a été conclu sous les auspices du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), sur la base de quatre principes importants des accords d'Helsinki: le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, l'intégrité territoriale, l'égalité des droits et le droit à l'autodétermination. Malgré toutes les négociations de paix qui se sont succédé, depuis la guerre d'indépendance, le pays et sa population vivent dans un vide entre, d'une part, l'autonomie et l'autodétermination et, d'autre part, l'absence de reconnaissance internationale et des ressortissants qui sont fréquemment considérés comme des apatrides. Cette situation est généralement considérée comme le prototype du conflit gelé.

L'absence d'une solution définitive et d'un accord politique soutenu a rendu le cessez-le-feu très fragile. Au cours des vingt-six années de la situation actuelle, des flambées de violence répétées ont été observées le long de la ligne de contact dite informelle et des frontières internationalement reconnues entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En 2008, 2010, 2014, 2015 et 2016, les tensions se sont à chaque fois intensifiées pour culminer en un nouveau conflit armé à partir de septembre 2020, conflit qui menace sérieusement la survie de la région autonome ainsi que le bien-être et la liberté de ses habitants.

La communauté internationale n'a jamais reconnu l'indépendance de la région. Pour de nombreux pays, dont la Belgique, l'Artsakh fait toujours partie de l'Azerbaïdjan, bien que la région soit administrée de manière autonome depuis 1991.

Le pays remplit toutefois manifestement les quatre critères de la Convention de Montevideo du 26 décembre 1933, qui sont nécessaires pour pouvoir parler d'un État indépendant. Premièrement, il a une population permanente d'environ 150 000 personnes, principalement des Arméniens de souche, qui, faute de reconnaissance,

het uitroepen van de Azerbeidzjaanse soevereiniteit verklaarde het parlement van Nagorno-Karabach zich op 2 september 1991 onafhankelijk en riep het zichzelf uit tot zelfstandige republiek.

Een onafhankelijkheidsoorlog van 1992 tot 1994, waarbij ten minste 20 000 doden te betreuren vielen en ruim een miljoen burgers ontheemd werden, zou met behulp van Armeense militaire steun in het nadeel van Azerbeidzjan worden beslecht, met een territoriumverlies van 20 %. Dit gaf aanleiding tot een onverwerkt nationaal trauma voor de republiek Azerbeidzjan, dat ook na de wapenstilstand van 12 mei 1994 als een sluipend gif een duurzaam vredesakkoord of het opzetten van gezonde relaties tussen de drie landen onmogelijk maakte.

Een fragiele wapenstilstand werd gesloten onder auspiciën van de zogenaamde Minskgroep van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE) en baseerde zich op vier belangrijke principes uit de Helsinki-akkoorden: het afzien van dreigen met of gebruiken van geweld, territoriale integriteit, gelijke rechten en het recht op zelfbeschikking. Ondanks alle opvolgende vredesonderhandelingen verkeren het land en haar bevolking sinds de onafhankelijkheidsoorlog in een limbo, met aan de ene zijde autonomie en zelfbeschikking, maar met een keerzijde in het gebrek aan internationale erkenning en inwoners die vaak beschouwd worden als staatlozen. De toestand staat dusdanig veelal bekend als het prototype van een bevroren conflict.

Het gebrek aan een finale oplossing en een gedragen politiek akkoord maakten de wapenstilstand zeer broos. In de 26 jaar van de huidige toestand vonden er herhaaldelijk opflakkingen van geweld plaats langsheen de zogenaamde informele contactlijn en de internationaal erkende Armeens-Azerbeidzjaanse landsgrenzen. In 2008, 2010, 2014, 2015 en 2016 namen de spanningen telkens weer toe om te culminereren in een hernieuwd gewapend conflict vanaf september 2020, dat het voortbestaan van de autonome regio, alsook het welzijn en de vrijheid van haar inwoners ernstig bedreigt.

De internationale gemeenschap heeft de onafhankelijkheid van de regio nooit erkend. Voor vele landen, waaronder ook België, maakt Artsakh nog steeds deel uit van Azerbeidzjan, ongeacht het gegeven dat het gebied sinds 1991 onafhankelijk wordt bestuurd.

Nochtans vervult het land duidelijk de vier criteria van de Conventie van Montevideo van 26 december 1933, die vereist zijn om te kunnen spreken van een onafhankelijke staat. Ten eerste heeft het een permanente bevolking van ongeveer 150 000 voornamelijk etnische Armenen, die door gebrek aan erkenning

sont souvent qualifiés d'apatrides. Deuxièmement, bien que le territoire soit partiellement contesté, occupé ou contrôlé par des pays tiers, il existe un noyau territorial identifiable de ce qui constitue la République. Troisièmement, il y a une autorité claire, à savoir un système présidentiel soutenu par une assemblée législative monocamérale qui gouverne le territoire depuis sa capitale, Stepanakert. Quatrièmement, le pays a la capacité d'établir des relations avec d'autres États, bien que la reconnaissance officielle ait été jusqu'à présent limitée à trois autres États non reconnus, l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie et la Transnistrie; mais l'État a par ailleurs également été reconnu par dix États américains et par les parlements régionaux du Pays basque et de la Nouvelle-Galles du Sud.

Tous les éléments sont réunis pour parler d'un État indépendant. Sur la base de la valeur de précédent de l'avis consultatif sur la déclaration d'indépendance du Kosovo rendu par la Cour internationale de justice de La Haye, nous concluons que la déclaration d'indépendance de la République ne viole pas le droit international et que sa reconnaissance est un choix politique.

À nos yeux, cette pleine reconnaissance internationale de la souveraineté de l'Artsakh constituerait la touche finale d'un processus politique entre les différentes parties prenantes, dans le cadre duquel des mesures durables sont prises pour l'avenir et qui comprend une reconnaissance mutuelle.

Mais c'est précisément cette absence d'accord politique, combinée à une interprétation trop dogmatique du droit international diplomatique dans le domaine de la représentation, qui a mené la République d'Artsakh et sa population à être réduites au silence sur la scène internationale, les rendant ainsi vulnérables de manière irresponsable aux agressions étrangères. Cette faiblesse est exploitée aujourd'hui et offre un blanc-seing pour les effusions de sang et les souffrances inutiles d'un peuple.

Bien qu'il incombe aux dirigeants de l'Arménie, de l'Artsakh et de l'Azerbaïdjan de parvenir à un accord pour l'avenir de ce territoire, qu'il fasse partie de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan ou devienne une république indépendante et reconnue, et bien que la reconnaissance formelle par un pays comme la Belgique ne soit possible qu'après la conclusion d'un tel accord, nous pouvons néanmoins participer à ce processus en nouant des contacts et en manifestant notre adhésion.

Bien que les relations diplomatiques soient traditionnellement réservées aux États, elles peuvent, dans un seul cas, également être établies avec des entités non étatiques, comme c'est notamment le cas avec Taïwan (ROC), l'Autorité nationale palestinienne, le Saint-Siège,

vaak als staatloos worden bestempeld. Ten tweede is er ondanks het feit dat het gebied deels betwist, bezet of door derde landen wordt gecontroleerd, sprake van een identificeerbare territoriale kern van wat de republiek uitmaakt. Ten derde is er een duidelijke overheid, namelijk een presidentieel systeem gesteund door een unicamerale wetgevende vergadering die het territorium vanuit de hoofdstad Stepanakert bestuurt. Ten vierde heeft het land het vermogen om relaties aan te gaan met andere staten, zij het dat formele erkenning vooralsnog beperkt bleef tot drie andere niet-erkende staten, Zuid-Ossetië, Abchazië en Transnistrië, maar daarnaast was er ook een erkenning door tien Amerikaanse Staten en door de regionale parlementen van Baskenland en New South Wales.

Alle elementen zijn aanwezig om te spreken van een onafhankelijke staat. Steunend op de precedentswaarde van de *Advisory opinion on Kosovo's declaration of independence* van het Internationaal Gerechtshof in Den Haag, stellen we vast dat de onafhankelijkheidsverklaring van de Republiek niet in strijd is met het internationaal recht en dat erkenning ervan een politieke keuze is.

Die volwaardige internationale erkenning van de soevereiniteit van Artsakh, zou ook voor ons het sluitstuk moeten vormen van een politiek proces tussen de diverse *stakeholders*, waarin er duurzame regelingen voor de toekomst worden getroffen en er sprake is van wederzijdse erkenning.

Maar juist dat gebrek aan een politiek akkoord, in combinatie met een al te dogmatische interpretatie van het internationaal diplomatiek recht op het vlak van representatie, zorgt ervoor dat de Republiek Artsakh en haar bevolking monddood zijn op het internationale toneel, wat hen onverantwoord kwetsbaar heeft gemaakt voor buitenlandse agressie. Deze zwakke plek wordt vandaag uitgebuit en geeft een vrijgeleide voor bloedvergieten en het onnodig laten lijden van een volk.

Ofschoon het aan de leiders van Armenië, Artsakh en Azerbeïdzjan is om een regeling voor de toekomst uit te werken, als deel van Armenië, als deel van Azerbeïdzjan of als onafhankelijke en erkende republiek, en hoewel een formele erkenning door een land als België pas kan volgen op een dergelijk akkoord, belet dat niet dat wij ze wel een stem kunnen geven in het proces door het aanknopen van contacten en door blijk te geven van acceptatie.

Niettegenstaande het feit dat diplomatieke betrekkingen traditioneel voorbehouden zijn aan staten, kunnen zij in een enkel geval ook worden aangeknoopt met niet-statelijke entiteiten, zoals het geval is met onder andere Taiwan (ROC), de Palestijnse Nationale Autoriteit,

ou encore l'Ordre de Malte. S'il est vrai que certaines réticences s'observent à cet égard et qu'il est de tradition de tenter, lors de la conclusion de tels accords, d'atténuer les titres protocolaires que portent les missions et les chargés d'affaires ou les personnes à qui les lettres de créance sont remises, il s'agit d'une pratique établie et non contraire au droit international.

Bien que la reconnaissance et l'établissement de relations diplomatiques aillent généralement de pair, elles peuvent être dissociées sur le plan juridique, si bien qu'une représentation spéciale de l'Artsakh pourrait être admise sur notre territoire, à titre d'exception protocolaire, comme c'est le cas aujourd'hui pour la Mission de Palestine.

C'est pourquoi la Chambre des représentants invite le gouvernement à engager des discussions avec la république non reconnue d'Artsakh en vue de l'établissement de relations diplomatiques entre nos deux États et de l'envoi, de commun accord, de missions diplomatiques. Les modalités exactes de ces opérations seront examinées au cours des pourparlers devant être menées ultérieurement.

de Heilige Stoel, tot zelfs de Orde van Malta. Hoewel hiervoor enige terughoudendheid bestaat en er bij het aangaan van deze overeenkomsten traditioneel wordt gezocht naar het afzwakken van de protocolaire titels die worden gedragen door zendingen en zaakgelastigden of aan wie de geloofsbrieven worden overhandigd, is dit een vastgestelde praktijk en niet in tegenspraak met het internationale recht.

Hoewel erkenning en het aangaan van diplomatieke betrekkingen normaliter samenvallen, kunnen ze juridisch van elkaar worden gescheiden, waardoor het aanvaarden van een speciale vertegenwoordigingsmissie uit Artsakh op ons grondgebied, als protocolaire uitzonderingstoestand, mogelijk zou worden, net zoals dat nu het geval is met de Missie van Palestina.

Daarom roept de Kamer van volksvertegenwoordigers de regering op om gesprekken op te starten met de niet-erkende republiek Artsakh over het aanknopen van diplomatieke betrekkingen tussen beide staten, alsmede over de vestiging, met wederzijdse instemming, van diplomatieke zendingen. De exacte modaliteiten maken deel uit van de nog te ondernemen onderhandelingen.

Peter DE ROOVER (N-VA)

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. constatant que le cessez-le-feu de 1994 a manifestement été bafoué par les belligérants et que l'existence de la république non reconnue d'Artsakh et de sa population est menacée, ce qui est en totale contradiction avec les principes des accords de Helsinki et avec les appels lancés par une grande partie de la communauté internationale en vue de la fin des combats;

B. invoquant les conclusions de la réunion exceptionnelle du Conseil européen des 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2020, réunion au cours de laquelle le Conseil européen a appelé à mettre immédiatement fin aux hostilités et a enjoint les parties à s'engager à nouveau sur la voie d'un cessez-le-feu durable et à rechercher une solution pacifique au conflit;

C. renvoyant à l'appel lancé par M. Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, en vue d'un cessez-le-feu et de la recherche d'une solution négociée au travers du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE);

D. vu la déclaration de M. António Guterres, secrétaire général des Nations unies, condamnant l'escalade persistante des violences et appelant à un cessez-le-feu immédiat;

E. vu la déclaration conjointe de MM. Sergej Lavrov, Jean-Yves Le Drian et Michael Pompeo, ministres des Affaires étrangères, respectivement, de la Russie, de la France et des États-Unis, et également coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, condamnant sans appel l'escalade inédite et dangereuse des violences et exhortant les belligérants à accepter un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel;

F. soulignant le souhait répété du président azéri Ilham Aliyev de poursuivre néanmoins la reconquête du Haut-Karabagh et des régions de la République d'Artsakh, que l'Azerbaïdjan considère comme appartenant à son territoire;

G. considérant que la prudence s'impose à l'égard de l'acceptation de la représentation d'une organisation à caractère étatique qui n'est reconnue comme un État ni par la Belgique, ni par la communauté internationale;

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. vaststellend dat de wapenstilstand van 1994 door de strijdende partijen manifest met de voeten wordt getreden, alsook dat de niet-erkende republiek Artsakh en haar bevolking in hun voortbestaan worden bedreigd, wat in directe tegenspraak is met de principes van de Helsinki-akkoorden en de oproepen van een groot deel van de internationale gemeenschap om de strijd te staken;

B. de conclusies inroepend van de buitengewone vergadering van de Europese Raad van 1 en 2 oktober 2020, waarin de Europese Raad oproept om de vijandelijkheden onmiddellijk te staken en er bij de partijen op aandringt zich opnieuw te verbinden tot een duurzaam staakt-het-vuren en een vreedzame oplossing van het conflict;

C. refererend aan de oproep van Josep Borrell, de hoge vertegenwoordiger van de Europese Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, om over te gaan tot een staakt-het-vuren en te zoeken naar een onderhandelde oplossing via de Minskgroep van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE);

D. de verklaring van António Guterres, secretaris-generaal van de Verenigde Naties, aanstippend, waarin hij het aanhoudende en escalerende geweld veroordeelt en oproept tot een onmiddellijk staakt-het-vuren;

E. gelet op de verklaring van Sergej Lavrov, Jean-Yves Le Drian en Michael Pompeo, de ministers van Buitenlandse Zaken van respectievelijk Rusland, Frankrijk en de Verenigde Staten en tevens covoorzitters van de Minskgroep van de OVSE, waarin zij het ongeziene en gevaarlijk escalerende geweld ten strengste veroordelen en de partijen oproepen om een onmiddellijk en onvoorwaardelijk staakt-het-vuren te aanvaarden;

F. informerend over de herhaalde wens van de Azerbeidzjaanse president Ilham Aliyev om desondanks door te gaan met de herovering van Nagorno-Karabach en de gebieden van de republiek Artsakh, die Azerbeidzjan als haar territorium beschouwt;

G. in overweging nemend dat voorzichtigheid geboden is ten aanzien van het accepteren van een vertegenwoordiging van een staatkundige organisatie die niet erkend is als Staat door België, noch door de internationale gemeenschap;

H. consciente que l'accueil de délégations diplomatiques d'États non généralement reconnus sur notre territoire pourrait être interprété comme le prélude d'une reconnaissance illicite et déclencher des représailles;

I. considérant que bien que le conflit à propos du Haut-Karabagh dure depuis plusieurs dizaines d'années et qu'il ait déjà fait plusieurs dizaines de milliers de victimes, les négociations bilatérales menées au sein du groupe de Minsk en vue de parvenir à une résolution définitive de ce conflit n'ont jamais abouti à une solution, et qu'une nouvelle approche de ce conflit se présente;

J. convaincue que la non-reconnaissance, depuis vingt-six ans, de la voix des habitants de la région du Haut-Karabagh et de ses dirigeants constitue un manquement grave de la part de la communauté internationale qui les empêche d'exercer leur droit à l'autodétermination;

K. se fondant sur la valeur de précédent et sur l'applicabilité universelle de l'avis consultatif sur la déclaration d'indépendance du Kosovo de la Cour internationale de justice de La Haye qui, le 22 juillet 2010, a estimé que la déclaration d'indépendance du Kosovo ne constituait pas une violation du droit international, a souligné que le droit international n'interdit pas, en outre, les déclarations d'indépendance, et a ajouté que la question de la reconnaissance est de nature politique et non juridique;

L. constatant que, même si elle n'est pas reconnue par la communauté internationale, la République d'Artsakh satisfait aux critères de la Convention de Montevideo, qui font partie du droit international coutumier, et qu'à la lumière de ce constat, elle peut être qualifiée d'entité étatique indépendante;

M. déduisant de ce qui précède que la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques lui est applicable et qu'en vertu de l'article 2 de cette Convention, l'établissement de relations diplomatiques entre nos pays, de même que l'établissement de représentations diplomatiques, doivent être possibles;

N. considérant que l'établissement et l'entretien de relations diplomatiques contribueront à intensifier la communication entre l'Artsakh et les pays européens, pourraient renforcer la visibilité du conflit précité et pourraient permettre à la population locale de faire représenter ses intérêts;

O. soulignant que des parallèles peuvent être établis avec d'autres États non reconnus par la communauté internationale mais qui bénéficient néanmoins du droit d'établir une représentation diplomatique en Belgique, par

H. zich ervan bewust zijnde dat de installatie van een diplomatieke delegatie van niet algemeen erkende Staten op ons territorium zou kunnen worden geïnterpreteerd als een voorafname op een wederrechtelijke erkenning en tegenmaatregelen kan uitlokken;

I. overwegende dat, ondanks het feit dat het conflict over Nagorno-Karabach al decennia aansleept en al tienduizenden mensenlevens heeft gekost, bilaterale onderhandelingen in de schoot van de Minskgroep over een definitieve oplossing nooit tot een oplossing hebben geleid en dat een nieuwe benadering van het conflict zich aandient;

J. overtuigd dat het niet erkennen van de stem van de bewoners van het gebied van Nagorno-Karabach en haar leiders al zesentwintig jaar lang een grove tekortkoming van de internationale gemeenschap uitmaakt, die ervoor zorgt dat zij geen aanspraak kunnen maken op hun recht op zelfbeschikking;

K. steunend op de precedentswaarde en de universele toepasbaarheid van de *Advisory opinion on Kosovo's declaration of independence* van het Internationaal Gerechtshof in Den Haag, dat op 22 juli 2010 oordeelde dat de Kosovaarse onafhankelijkheidsverklaring niet in strijd was met het internationaal recht, onderstreepte dat het internationaal recht ook geen verbod inhoudt op onafhankelijkheidsverklaringen, alsook bepaalde dat de kwestie van erkenning politiek was en niet juridisch;

L. vaststellend dat ondanks haar niet-erkenning door de internationale gemeenschap, de republiek Artsakh wel degelijk voldoet aan de criteria van de Conventie van Montevideo, die deel uitmaken van het internationaal gewoonterecht, en dat men op basis daarvan kan spreken van een onafhankelijke statelijke entiteit;

M. daaruit afleidend dat de Conventie van Wenen van 1961 inzake diplomatiek verkeer toepasbaar is en dat onder artikel 2 van deze Conventie het aanknopen van diplomatieke betrekkingen tussen onze landen, alsook het vestigen van diplomatieke vertegenwoordigingen, mogelijk moet zijn;

N. gelet op het feit dat het aangaan en onderhouden van diplomatieke betrekkingen zal bijdragen tot het intensifiëren van de communicatie tussen de Artsakh en de Europese landen, de zichtbaarheid van het conflict kan vergroten en aan de bevolking de mogelijkheid kan geven om haar belangen te vertegenwoordigen;

O. stellend dat er parallellen zijn met andere niet-internationaal erkende staten, die wel aanspraak maken op het vestigen van een diplomatieke vertegenwoordiging in ons land, waarbij in het bijzonder het voorbeeld kan

exemple avec l'Autorité palestinienne, autorisée depuis 1993 à détenir en Belgique une délégation reconnue, devenue en 2013 la "Mission de Palestine" et dont le chef de poste peut porter le titre d'ambassadeur sans pour autant que la Belgique ait formellement reconnu l'État palestinien;

P. estimant que la Belgique doit faire preuve de la plus grande équité possible dans l'acceptation de l'accréditation de représentants de pays non reconnus, compte tenu des sensibilités internationales;

Q. observant que, compte tenu des sensibilités existantes, des dénominations alternatives pourraient être utilisées pour désigner la mission ou la représentation diplomatique visée, par exemple celles de bureau de représentation, de bureau diplomatique ou de bureau de liaison, et que l'article 14 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques permet de répartir les chefs de mission en plusieurs classes, ainsi que d'indiquer par qui ceux-ci sont accrédités;

R. soulignant la création de groupes interparlementaires d'amitié entre la République d'Artsakh et les parlements de Wallonie et de Flandre en 2017;

S. constatant que la République d'Artsakh dispose déjà de deux bureaux de représentation sur le territoire européen, l'un à Berlin et l'autre à Paris;

T. rappelant, en conclusion, que la République d'Artsakh a été reconnue par l'État australien de Nouvelle-Galles du Sud en 2012, par le Parlement basque en 2014, par la ville de Milan en 2020, ainsi que par les États américains suivants: Rhode Island et Massachusetts (2012), Maine et Louisiane (2013), Californie (2014), Géorgie et Hawaï (2016), Michigan (2017), Colorado (2019) et Minnesota (2020).

#### DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de nouer des relations amicales avec la République d'Artsakh et de montrer envers ses dirigeants une volonté d'établir des relations diplomatiques;

2. en cas de réaction positive de la République d'Artsakh, d'entamer des négociations en vue de l'établissement d'une mission diplomatique sur notre territoire, dont les modalités sont définies par l'autorité fédérale;

3. de prendre les mesures nécessaires en vue d'accorder à une représentation de la République d'Artsakh à Bruxelles des privilèges diplomatiques comparables

worden genoemd van de Palestijnse Autoriteit, die sinds 1993 een erkende delegatie in België mag aanhouden die in 2013 werd opgewaardeerd tot "Missie van Palestina", met een posthoofd dat de titel van ambassadeur mag dragen, evenwel zonder dat er wordt overgegaan tot een formele erkenning van de Palestijnse Staat;

P. van oordeel zijnde dat België moet streven naar een zo evenwaardig mogelijke behandeling in het aanvaarden van de accreditatie van vertegenwoordigingen van niet-erkende landen, rekening houdend met de internationale gevoeligheden;

Q. signalerend dat, gezien de gevoeligheden, alternatieve benamingen voor de zending of missie kunnen worden gehanteerd, zoals vertegenwoordigend bureau, diplomatiek kantoor, verbindingsbureau of *liaison office*, en dat het verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer in artikel 14 toestaat om de hoofden van de zending in verschillende klassen in te delen, alsook aan te geven bij wie ze geaccrediteerd worden;

R. de aandacht vestigend op de parlementaire vriendschapsgroepen die tussen de republiek Artsakh en de deelstatelijke parlementen van Wallonië en Vlaanderen in 2017 werden opgericht;

S. vaststellend dat de Republiek Artsakh al twee vertegenwoordigingskantoren in de EU heeft, namelijk in Berlijn en Parijs;

T. besluitend met de erkenning van de republiek Artsakh door de Australische deelstaat New South Wales in 2012, door het Baskische parlement in 2014, door de stad Milaan in 2020, alsook door de volgende Amerikaanse staten: Rhode Island en Massachusetts (in 2012), Maine en Louisiana (in 2013), Californië (in 2014), Georgia en Hawaï (in 2016), Michigan (in 2017), Colorado (in 2019) en Minnesota (in 2020);

#### VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. vriendschappelijke betrekkingen aan te knopen met de Republiek Artsakh en aan haar leiders bereidheid te tonen tot het aangaan van diplomatieke betrekkingen;

2. in geval van een positieve reactie van de Republiek Artsakh onderhandelingen op te starten over het vestigen van een diplomatieke zending op ons grondgebied, waarvan de modaliteiten door de federale overheid worden bepaald;

3. de nodige maatregelen te treffen om aan een vertegenwoordiging van de Republiek Artsakh in Brussel diplomatieke voorrechten toe te kennen die vergelijkbaar

aux privilèges dont bénéficient les représentations des autres États non reconnus dans notre pays;

4. d'informer régulièrement la Chambre des représentants de l'état d'avancement de ce processus.

30 octobre 2020.

zijn met de voorrechten die vertegenwoordigers van andere niet-erkende staten in ons land genieten;

4. de Kamer van volksvertegenwoordigers bij regelmatig te informeren over de voortgang van dit proces.

30 oktober 2020.

PETER DE ROOVER